

Burundi : Le programme soutenu par la FEC du FMI est satisfaisante

Arrib News, 20/09/2013 – Source Xinhua L'exécution du nouveau programme économique et financier du gouvernement burundais convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) pour la période 2012-2014 et couvert par la "Facilité d'Elargie de Crédit" (FEC) du FMI est satisfaisante, a déclaré vendredi à Bujumbura le ministre burundais des Finances et de la Planification du Développement Economique, M. Tabu Abdallah Manirakiza. Le ministre Manirakiza, qui intervenait lors d'un café de presse organisé pour analyser la mise en oeuvre de ce programme visant fondamentalement la stabilité macroéconomique et le renforcement de la compétitivité de l'économie burundaise, a d'emblée rappelé que ce programme est appuyé par un prêt concessionnel de 30 millions de DTS, soit plus de 45 millions USD.

Le ministre Manirakiza a salué notamment l'évolution des agrégats économiques et financiers du Burundi convenue dans la programmation financière issue telle qu'approuvée par la dernière revue semestrielle du Conseil d'Administration du FMI dans sa session du 6 septembre 2013. Selon le ministre Manirakiza, la croissance économique projetée pour fin 2013 est de 4,5% contre 4% à la même période en 2012. En revanche, a-t-il poursuivi, avec un taux de 8,2% en mai 2013 contre un pic de 25% en mars 2012, l'inflation est mieux maîtrisée grâce notamment aux effets de resserrement de la politique monétaire par la Banque de la République du Burundi (BRB). Pour fin 2013, a-t-il annoncé, l'inflation est projetée à 10,5% contre 11,8% en 2012. En ce qui concerne la gestion des finances publiques, le ministre Manirakiza a souligné que la révision budgétaire de juillet 2013, a introduit des mesures correctives tant au niveau des dépenses que des recettes avec un impact de 45,5 milliards FBU. Avec le décaissement de l'appui budgétaire de la Banque mondiale attendue au dernier trimestre 2013, a révélé le ministre Manirakiza, le profil des opérations financières de l'Etat s'améliorerait par rapport à 2012 avec un solde global de -1,7% du PIB contre 3,7% l'année précédente. Le ministre Manirakiza a indiqué également que les autres formes entreprises ont abouti à la stabilisation réussie de l'inflation. La flexibilité du taux de change a permis un ajustement aux différents chocs extérieurs, a-t-il noté, car le franc burundais qui s'était déprécié de 14,4% par rapport au dollar américain en 2012, s'est depuis lors stabilisé. Pour le ministre Manirakiza, en dépit de l'effet persistant des chocs extérieurs liés à la hausse des prix des denrées alimentaires, des produits pétroliers et la crise économique mondiale, le Burundi a marqué des progrès significatifs au niveau des formes engagées dans les domaines budgétaires et monétaires pour renforcer les bases de la croissance économique et préserver la stabilité macroéconomique. Cependant, a-t-il nuancé, cette croissance reste mitigée pour réduire de façon significative le taux de pauvreté. Par ailleurs, a-t-il ajouté, l'imprévisibilité et le poids de l'aide extérieure reste une source de préoccupation du gouvernement dans la gestion des finances publiques. Bien que les formes économiques et financières convenus avec le FMI aient été couronnées de succès, a commenté par ailleurs le ministre Manirakiza, si elles ne sont pas accompagnées par des nouvelles ressources pour financer les domaines prioritaires de croissance, elles seront incapables d'impulser un véritable développement économique au Burundi. Pour rompre le cercle vicieux de la pauvreté au Burundi, le ministre Manirakiza a interpellé les partenaires au développement pour accompagner le peuple burundais pour pouvoir réussir ce défi de croissance et de lutte contre la pauvreté.